

REPUBLIQUE FRANCAISE
NOUVELLE CALEDONIE ET DEPENDANCES

OPERATION CAFE

A D R A F

MISSION D'EVALUATION DE LA FILIERE CAFE

7/02/89 au 3/03/89

ANNEXE

PLACE DU "CAFE SOLEIL" DANS L'EXPLOITATION

E. VIRICELLE

BDPA/SCET-CIRAD

CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE

SOMMAIRE

	pages
PREAMBULE	I
A. LE PROMOTEUR DE L'OPERATION CAFE	1
1. Structure sociale traditionnelle et promoteur de café	1
2. Promoteur de café et exploitation agricole	3
3. Le promoteur et le foncier	5
3.1. Modalités d'accès au foncier	5
3.2. Différences de surface	5
3.3. Différences de qualité	6
3.4. Quelle surface ?	6
3.5. Répartition et usage	7
4. Le promoteur de café et sa force de travail	8
4.1. La taille de l'exploitation	8
4.2. La répartition des activités	10
B. LE CAFE DANS LES ACTIVITES AGRICOLES	12
1. Les cultures vivrières	12
2. Les cultures fruitières	14
3. Le café	14
3.1. Les vieilles caféeries	14
3.2. Le café soleil	16
3.2.1. Sa place actuelle	16
3.2.2. Quel avenir pour cette culture ?	16
3.2.3. Quelques observations de terrain	17

C. QUELQUES PROPOSITIONS...	22
1. Au plan agro-technique	22
1.1. Desherbage	22
1.2. Choix du terrain	25
1.3. Déstandardisation du paquet technique	25
1.4. Aménagement foncier	25
1.5. Protection phytosanitaire	26
1.6. Techniques de défrichement	26
1.7. Mise en place d'un ombrage	26
1.8. Séchage du café	27
2. Au plan organisationnel	27
2.1. Organisation de la commercialisation	27
2.2. Organisation au niveau de l'Opération Café	28
3. Au plan de la démarche	29
3.1. Elargir le champ d'action	29
3.2. Des actions basées sur une meilleure connaissance du milieu	29
3.3. Une démarche planifiée	30
3.4. Place des jeunes, crédit	30
4. Au plan de la formation	31
4.1. Les agents de terrain	31
4.2. L'agriculteur	31
5. Au plan de la recherche	33

P R E A M B U L E

Le rôle qui m'était plus particulièrement imparti, au sein de l'équipe chargée de l'évaluation de la filière café, consistait à la fois à préciser la place effectivement occupée aujourd'hui par le "café soleil" (1) au sein des "exploitations agricoles" (2) qui l'ont adopté, ainsi que les conditions et perspectives de son évolution.

Aussi convenait-il, avant tout, de faire le point sur l'ensemble des activités agricoles des petits agriculteurs mélanésiens qui, qualifiés de "promoteurs" (3) par l'Opération Café, en constituent, en fin de 2ème phase, ses principaux interlocuteurs.

Une gageure, en si peu de temps...! D'autant qu'au niveau des perspectives, aussi bien en raison de mon expérience personnelle qu'en raison de la logique-même des priorités d'un développement visant à "améliorer les conditions de vie des agriculteurs", les observations et propositions présentées dans cette note débordent très largement de la seule culture du café.

Ainsi cette petite note, dont les éléments principaux seront repris dans le rapport de synthèse de la mission, me semble-t-elle mériter quelques préalables.

La présentation de la situation actuelle, qui relève ici davantage d'un diagnostic très rapide alors qu'elle justifierait très certainement une véritable analyse en profondeur, s'est appuyée, d'une part, sur un certain nombre de reconnaissances et de visites de terrain en compagnie du personnel de l'Opération Café, d'autre part, sur l'analyse de nombreux documents et informations existants, ainsi également que sur des entretiens avec un certain nombre de responsables aussi bien techniques que politiques.

La prise de contact avec le terrain s'est appuyée sur,

- trois longues journées de visites, consacrées à des entretiens approfondis avec un nombre réduit de "promoteurs" de café représentant des situations diverses aussi bien par leur localisation vis-à-vis du milieu naturel, par leurs différences au plan social que par leur ancienneté de participation à l'Opération Café.

Ces entretiens se sont toujours déroulés en priorité sur les parcelles-mêmes de café moderne mais également sur l'un ou l'autre des champs de vivriers et chaque fois que possible, s'il en existait à proximité, sur de vieilles cafèeries.

- quelques interviews plus rapides mais néanmoins toujours réalisées sur les plantations.

L'ensemble des informations et observations recueillies était fréquemment restitué auprès des autres membres de la mission et ainsi confronté et enrichi par les propres observations que chacun d'entre eux avait pu faire lors de visites de plantations, certes plus rapides, mais plus nombreuses.

De plus, étant présent en Nouvelle Calédonie depuis près de 3 semaines dans le cadre d'une autre mission (4), j'ai pu prendre en compte dans cette note toutes les informations rassemblées depuis mon arrivée lors de visites de terrain déjà réalisées sur les régions Est, Centre-ouest et les îles de Lifou et Maré.

L'analyse des documents et informations existants a principalement porté sur :

- de nombreux listings issus du fichier informatique tenu par l'Opération Café
- certaines données issues du Recensement Général Agricole (RGA) de 1983-84, intéressantes si on reste au niveau des grandes masses,
- des informations beaucoup plus fines présentées dans les divers ouvrages des chercheurs de l'ORSTOM, en particulier en matière de socio-économie, tels que MM. KOHLER, PILLON et DOUMENGE.
- certains travaux de pédologie et ceux remarquables de morpho-pédologie réalisés par l'ORSTOM
- certains travaux de recherche des Départements du CIRAD principalement concernés comme l'IRCC, l'IRAT et l'IRFA.
- un grand nombre de documents cartographiques et de photographies aériennes disponibles soit auprès de l'ORSTOM, soit auprès des Services Topographiques du Territoire.

Quant aux perspectives de la culture du café soleil dans les activités agricoles des petits agriculteurs...!, - et les quelques réflexions suivantes ne sauraient engager que moi-même - je voudrais dire : "Ne nous trompons pas d'objectif !"

Serait-ce bien raisonnable d'avoir, depuis le début de l'Opération Café, sollicité tant d'efforts, dépensé tant d'argent, s'il ne devait en résulter que quelques centaines d'hectares de "café moderne", susceptibles de produire quelque mille tonnes de café par an ?

Il importe, me semble-t-il, que l'Opération Café, au cours de cette nouvelle tranche et cela tout en confortant les réalisations déjà obtenues, s'attache à jeter les bases indispensables à la modernisation de l'ensemble des activités de production des "petits agriculteurs" afin de retrouver le véritable objectif du développement que constitue l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Cette troisième tranche de l'Opération Café, pour une fois modeste quant à ses objectifs de réalisations physiques, ne devrait-elle pas être mise à profit pour jeter les bases d'un développement plus global mais aussi et peut-être par là plus durable ?

La culture intensive du café, dont la production bénéficie d'une garantie d'achat, ne pourrait-elle pas servir de porte d'entrée, de culture de sensibilisation et de formation, de production agricole de référence, d'opportunité d'équipement et de modernisation des moyens de production, de justification, enfin, pour l'organisation et la structuration des producteurs.

Il faut saisir maintenant, sans plus attendre, l'opportunité d'une synergie avec les autres opérations de développement - Fruits, Riz, Cerfs - comme avec la prise en compte des cultures vivrières plus traditionnelles, igname et taro.

Il importe de ne pas se limiter à lever des contraintes ou répondre à des objectifs à court terme, d'aujourd'hui en quelque sorte, mais de se préoccuper déjà de ce que demain sera fait; ainsi les jeunes que l'on peut voir fréquemment, inactifs dans les villages, ne doivent pas laisser indifférents et ce n'est pas avec les outils de travail de leurs parents ni avec leurs revenus qu'on pourra les intéresser à l'agriculture, les maintenir à la terre. Et pourtant, ce seront bien eux les agriculteurs, les producteurs de demain.

Une partie des observations et recommandations présentées dans cette note ira dans ce sens, mais, là encore, il y aurait place à des investigations plus détaillées, à de véritables études.

NOTE : La rédaction de cette note, forcément rapide pour servir à l'élaboration du rapport de synthèse provisoire de la mission, ne permet pas de lui donner le caractère achevé qu'elle mériterait, il restera, et je sollicite l'indulgence du lecteur, certainement beaucoup d'imprécisions, de lacunes, voire même d'inexactitudes.

Peut-être un temps de mission et de rédaction un peu plus long aurait-il permis de l'améliorer; certainement, une restitution auprès de différents responsables, en particulier de l'Opération Café, y aurait largement contribué.

Je souhaite vivement recueillir les observations, remarques et suggestions de ceux qui auront à la lire, en annexe du rapport de mission de l'étude de la filière café, pour la compléter et l'améliorer ultérieurement.

Que toutes les personnes sollicitées, consultées et celles en particulier qui ont bien voulu, soit m'accorder une partie de leur temps, soit mettre à ma disposition certains documents, et que je ne saurais toutes citer ici, au risque d'en oublier, trouvent ici mes remerciements les plus vifs pour leur accueil et leur disponibilité.

Je voudrais remercier également - et tout spécialement - les promoteurs de café que j'ai pu visiter et qui ont bien voulu, non seulement me recevoir et me consacrer une partie de leur temps, mais également et surtout accepter de répondre toujours très simplement à toutes mes questions, à toutes mes investigations, dont certaines pourtant pouvaient aller jusqu'à présenter un caractère très personnel.

A. LE "PROMOTEUR" DE L'OPERATION CAFE

1. STRUCTURE SOCIALE TRADITIONNELLE ET PROMOTEUR DE CAFE

A l'occasion de cette mission, les observations, interviews et investigations de terrain ont porté quasi exclusivement sur des promoteurs de l'Opération Café d'origine mélanésienne.

C'est le cas de la majorité des promoteurs de l'Opération Café présentant, à l'issue des deux premières phases de cette opération, des plantations de café soleil en production ou entretenues, pour celles qui sont encore dans leur jeune âge.

Il ne saurait être question de présenter ici la structure sociale de l'ethnie mélanésienne, on se reportera pour cela aux études spécialisées d'ethnologues ou, plus directement, aux travaux réalisés par MM. KOHLER et PILLON (5), sociologues de l'ORSTOM, auxquels fut confiée, à partir de 1981, une étude sur l'impact de l'Opération Café.

L'ensemble des documents produits, à partir des différentes enquêtes réalisées dans ce cadre-là, présente aussi clairement que possible les modalités d'organisation sociale en milieu mélanésien.

On ne reprendra dans cette note que les traits essentiels de cette organisation qui, semble-t-il, peuvent avoir une incidence sur la démarche de développement.

Ces traits essentiels, présentés ici, tout comme d'autres que l'on aura certainement pu omettre, peuvent apparaître, suivant la manière de les appréhender, selon également que l'on a une approche négative ou positive (ou un caractère), comme des freins au développement ou à l'inverse comme des facteurs favorables.

- Chaque promoteur de café a sa place dans la structure sociale.

Dans la structure sociale traditionnelle, l'unité conjugale de base qui le plus souvent se trouve derrière le promoteur tel qu'il se présente aux agents de l'opération Café comme volontaire pour planter le café soleil, n'est jamais une unité isolée.

- Cette place détermine certaines caractéristiques du promoteur.

L'unité conjugale de base relève toujours d'une organisation sociale supérieure, à travers des liens de parenté qui régissent, et là c'est important, à la fois les modalités d'accès au foncier, les relations d'échanges, en produits ou en travail, ainsi que les comportements et en particulier l'ouverture possible au progrès et le dynamisme.

- Chaque promoteur est dans un réseau d'échanges.

Loin d'être un frein ou une contrainte, l'insertion dans un tel réseau d'échanges est propre à garantir une assistance tout en constituant un moteur d'évolution, une motivation à s'élever dans l'échelle sociale du monde économique.

Si, en fonction de sa place dans la structure sociale traditionnelle, un promoteur de café a des devoirs, quoique pas réellement d'obligations, vis-à-vis de la hiérarchie, il peut aussi en contre partie en retirer aide, considération et prestige.

Ainsi, les échanges de travail sont-ils courants dans la famille élargie et dans le clan. De telles contributions peuvent permettre de faire sauter des contraintes occasionnelles de main d'oeuvre, voire même suppléer à une défaillance du promoteur, en cas de maladie par exemple, sous réserve que ce dernier en fasse la demande ou autorise une intervention extérieure sur ses propres champs.

De même, par les offrandes faites, mais surtout par les services que son ascension dans l'échelle sociale moderne lui permet de rendre, le promoteur est à même de gagner en considération et en prestige dans le groupe. Nombre de ces services, qu'il est à même de rendre aujourd'hui, ne lui sont-ils pas rendus possibles par les revenus tirés de l'intensification de certaines de ses productions agricoles

Il y a là une motivation profonde à s'élever dans l'échelle sociale, car la notion de "services rendus" semble occuper une place importante dans l'échelle des valeurs du monde mélanésien.

- Toute famille dispose d'une terre.

En tant également qu'élément positif de cette organisation sociale, on retiendra, en particulier, que toute unité conjugale de base (mari, épouse et enfants, soit du lit soit adoptés), si elle se trouve dans sa propre structure lignagère, dispose toujours d'un espace foncier.

Il n'en sera pas de même pour une unité conjugale déplacée hors de sa structure lignagère d'origine, réduite le plus souvent à mener chaque année des négociations pour l'attribution de terrains de culture qui, le plus souvent, ne permettront pas l'installation de cultures pérennes. On rencontre fréquemment ce type de situation lorsqu'un homme, ayant migré pour trouver du travail, prend une épouse dans le nouveau clan où il se trouve et décide d'y résider, même si l'activité salariée s'est achevée.

- Chaque décision ou choix doit être entérinée au niveau adéquat.

L'unité conjugale de base est maître de certaines décisions qui concernent ses propres activités (choix entre différentes cultures vivrières, par exemple). Mais il faut savoir que selon le champ couvert par une décision, celle-ci devra être prise à un niveau bien défini, Conseil des Anciens, Petit ou Grand Chef.

Toute action, engagée par qui que ce soit, si elle dépasse le niveau de responsabilité de celui-ci qui l'engage, doit obtenir l'accord des instances supérieures, sinon les risques de conflit et d'échec qui peuvent s'en suivre sont tout à fait réels. Par contre, le respect des bonnes règles est à même d'apporter une garantie.

Le respect et le bon usage de "la coutûme", loin d'être un frein, ne peuvent-ils pas constituer les assurances et garantie nécessaires à toute entreprise.

2. PROMOTEUR DE CAFE ET EXPLOITATION AGRICOLE

Dans l'ensemble de cette note ont parlera, à propos des promoteurs de café, en particulier lorsqu'ils représenteront une unité conjugale, de petits exploitants agricoles et d'exploitation agricole.

En effet, si l'on excepte les groupements, il semble bien que c'est au niveau du ménage de base que l'on trouve :

- un droit individuel sur des terres,
- un centre de décision.

Décision et gestion de la terre s'appliquant à la fois à un ensemble de productions vivrières ainsi qu'à la culture du café, aussi bien et depuis longtemps au vieilles caféeries que maintenant aux nouvelles plantations, il y là réunis les éléments constitutifs de l'exploitation agricole.

On ne peut ignorer cependant, à partir des travaux de MM. KOHLER et PILLON (5), que la notion d'exploitation agricole, telle qu'on l'utilise en général en économie de marché, n'est pas forcément transposable en milieu mélanésien traditionnel, en particulier lorsque les activités de production ne dépassent pas, pour l'unité conjugale considérée, le niveau des besoins alimentaires et des échanges coutumiers.

Il semble bien, en effet, qu'en particulier pour ce qui est du travail et des mouvements de produits et d'argent, l'unité familiale de base relève aussi d'un système supérieur qui peut lui "enlever" une grande part de son autonomie.

Mais n'est-ce pas là le lot de toute unité de production, de toute exploitation, sous tous les cieux, que de se trouver confrontée à un environnement, économie de marché en agriculture intensive moderne, qui pèse lui aussi de ses lois et de ses règles.

Il ne saurait être question de remettre en cause ici les analyses faites par les sociologues de l'ORSTOM, ni bien sûr de sous-estimer les "mises en garde" qu'ils ont pu exprimer.

On regrettera cependant que, de ces travaux, ne résultent pour l'essentiel que des mises en garde or, sans vouloir en obtenir un quelconque "mode d'emploi pour le développement" de la société mélanésienne, il eut été intéressant que s'en dégagent plus de recommandations opérationnelles.

Par ailleurs, ces travaux ont été réalisés dans les toutes premières années de l'Opération Café, à un moment où ces agriculteurs mélanésiens, jusqu'alors en marge pour beaucoup d'entre eux des circuits d'échanges économiques (les vieilles caféeries n'exigeaient aucun intrants), commençaient à se voir solliciter à travers les programmes de l'Opération Café.

Depuis, il est évident que la situation a fortement évolué, que beaucoup de ces promoteurs sont, parallèlement à de nombreux échecs, entrés dans l'économie marchande.

Ainsi, nombre de ceux-ci, dont on a pu rencontrer quelques uns au cours de la mission, non seulement produisent, commercialisent et tirent profit de leur café ainsi que, parfois, de quelques vivriers (6), mais de plus "forment" de réels projets personnels pour développer leurs activités.

De tels projets se situent le plus souvent au niveau de l'exploitation individuelle, sans faire appel au niveau groupement, et le promoteur attend plus, pour les réaliser, des réponses à ses questions, un conseil technique, une formation enfin, que la subvention habituelle.

Ainsi, nombre de ces producteurs nous semblent aujourd'hui suffisamment contrôler leurs moyens de production et déjà suffisamment impliqués dans l'économie de marché pour qu'ils soient réellement qualifiés d'*exploitants agricoles*.

A ce titre, ils justifient dès maintenant une approche globale de l'ensemble de leurs activités de production et des filières dans lesquelles celles-ci s'inscrivent.

Comme on l'a vu plus haut, il n'est pas certain que le changement qui s'opère actuellement soit uniquement guidé par la seule recherche du profit; peut-être y a-t-il là, à travers une motivation plus élevée, un gage de réussite.

En tout état de cause, ce changement, largement perceptible aujourd'hui sur le terrain, et qui semble maintenant pouvoir "s'intégrer" dans les structures sociales traditionnelles, peut-être elles-aussi en pleine évolution, mérite d'être suivi et analysé de près et en temps réel.

3. LE PROMOTEUR ET LE FONCIER

3.1. Modalités d'accès au foncier.

Les modalités d'accès au foncier sous-tendent bien sûr les conditions de développement de l'agriculture et de la production agricole. La Nouvelle Calédonie n'y échappe pas.

Au sein d'une tribu, mais surtout au sein des clans, sur l'ensemble des terres gérées par le clan dont elle relève, chaque unité conjugale ou ménage dispose d'un espace bien délimité lui permettant, au moins semble-t-il, d'y produire au minimum ses besoins essentiels.

L'usage de la terre, attribuée à chaque unité conjugale de base, est libre; son "propriétaire" est à même d'y cultiver ce qu'il souhaite, y compris d'y installer des cultures pérennes.

Chaque chef de ménage possède ses terres à vie, terres qui sont transmises par héritage aux fils. Cette propriété, limitée à l'usufruit pour les terres de vivriers, tend à s'affirmer comme telle pour celles qui portent de vieilles plantations.

Habituellement d'ailleurs l'attribution de terre n'attend pas l'émancipation, apportée par le mariage. Souvent un père de famille, sur ses propres champs de cultures vivrières, désigne déjà, lorsqu'un fils atteint 12-13 ans, une parcelle dont la responsabilité lui sera confiée.

Lors du mariage d'un fils, alors que se constitue une nouvelle unité conjugale de base, des terres lui sont attribuées, lui permettant d'accueillir son épouse, choisie en général dans un autre clan.

Si chaque unité conjugale de base ou exploitation agricole dispose donc tout naturellement de terres, il peut cependant y avoir, par rapport à une moyenne par exploitation sans grande signification, d'énormes distorsions d'une famille à l'autre, tant par la surface que par la qualité.

3.2. Différences de surface.

La surface attribuée ou disponible par exploitation agricole dépend soit :

- de la pression foncière de la tribu sur son terrain de réserve, ou plutôt sur la surface agricole utile de la réserve,
- de l'appartenance à tel ou tel clan. Chaque clan gère des espaces souvent très différents, par forcément en relation avec le nombre de familles ou de personnes relevant du clan. Le clan dont est issu le chef de tribu peut ainsi bénéficier d'une situation avantageuse.
- de la place occupée par le chef d'exploitation parmi ses frères. Ainsi l'ainé dispose-t-il fréquemment d'avantages significatifs.
- des conditions d'accès à l'héritage et, là encore, la place de l'ainé est tout à fait prépondérante, que l'héritage concerne des terres ou des plantations, vieilles caféries par exemple.

3.3. Différences de qualité.

Lors des observations faites sur le terrain, il est apparu très clairement d'importantes différences de qualité ou de niveaux de contraintes dans la répartition des terres.

Ainsi, globalement, telle tribu pourra, suivant sa localisation, disposer de sols de bonne ou mauvaise qualité ou de quantités plus ou moins importantes de bonnes terres.

Ceci se retrouvera tout naturellement au niveau des clans et surtout au niveau des exploitations.

Ainsi, au niveau des exploitations, la situation est très variée et là encore certaines situations, plus avantageuses que d'autres, peuvent être liées au droit d'ainesse comme à la place occupée dans la structure sociale traditionnelle.

3.4. Quelle surface ?

Sous réserve de ces différences, susceptibles d'entraîner une très forte variabilité entre tribus mais surtout entre unités de production dans le même clan, les surfaces agricoles utilisables, disponibles pour chaque exploitation, sont de très petite dimension.

Les informations manquent totalement pour pouvoir situer autre chose que des ordres de grandeur :

Ainsi d'après le R.G.A., dans la tranche des exploitations de taille inférieure à 5 ha, donc incluant la quasi totalité des agriculteurs mélanésiens, au moins pour les régions à vocation caféière, la surface moyenne de l'exploitation serait de 2 ha environ.

Des terres restent "disponibles" au niveau du clan, elles sont "gérées" par le chef de clan qui en assume la responsabilité vis-à-vis des membres du clan.

Ainsi, l'accès à d'autres terres que celles de l'exploitation est possible et semble en général relativement facile si celles-ci sont vacantes. Cependant, il convient, pour obtenir l'accord du chef de clan ou du "propriétaire" si la terre appartient à une famille, que le demandeur s'engage à ne pas y réaliser de plantations à caractère pérenne.

Ces terres sont en général prêtées pour une campagne, renouvelable. Toutefois, il ne nous a pas été possible de cerner selon quelles modalités de tels prêts pouvaient s'opérer, avec quelle contrepartie et même s'il y en avait une ?

Ce type d'usage, limité dans le temps, est souvent celui imposé aux personnes accueillies par une tribu; par contre, si l'étranger se marie et reste résider dans la tribu d'accueil, il peut alors, par son épouse, avoir accès à un espace qui lui soit propre.

3.5. Répartition et usage.

La répartition des terres de l'exploitation dans l'espace ne semble pas entraîner une forte dispersion. sauf si certaines terres, d'origine non clanique, ont été obtenues à l'occasion d'agrandissement de réserve.

En général la distance de l'habitation aux différents champs n'est pas très élevée.

Cependant, le parcellaire de l'exploitation est le plus souvent morcellé pour disposer simultanément de terrains favorables aux différentes cultures vivrières : igname, taro de montagne, taro d'eau, manioc, etc... Dans certains cas également, ce morcellement réparti les terres en plus ou moins "humides", visant à garantir une récolte quelque soit la pluviométrie

Les terres "humides", terres à café par excellence, sont les plus recherchées, elles sont signes de richesses.

Cette diversité de ses terres est en général bien maîtrisée par le chef d'exploitation au niveau des différents vivriers traditionnels qu'il est habitué à cultiver. Il peut ne pas en être de même pour des cultures nouvelles !

Une partie de la surface disponible de chaque exploitation est consacrée à la jachère, indispensable à la reproduction des cultures vivrières.

Une autre partie enfin de cette surface disponible, plus ou moins importante, peut déjà se trouver occupée par des plantations anciennes, héritées des parents, telles que cocotiers et caféeries.

Cependant, le respect du travail réalisé par le père ou l'aïeul peut entraîner pour le chef d'exploitation quelques hésitations à reconvertir certaines vieilles plantations.

Enfin, on ne saurait clore ce chapitre sur le foncier, sans perdre de vue qu'à chaque saut de génération la surface disponible par exploitation peut être appelée à diminuer.

Aussi, importe-t-il de s'en préoccuper dès maintenant !

Peut-être, ^{est-ce la voie ?} à ~~travers~~ une réflexion prospective, par des activités nouvelles, par une meilleure intégration des filières, par des recherches sur les conditions de mise en valeur de terres actuellement inutilisables, etc...

4. LE PROMOTEUR DE CAFE ET SA FORCE DE TRAVAIL

La force de travail disponible sur une exploitation agricole résulte de la combinaison entre le nombre d'actifs présents et le temps que chacun de ceux-ci peut consacrer aux activités de production. On doit également y ajouter les prestations fournies par des personnes extérieures à l'exploitation..

Pour l'évaluer, il convient, par grand type de situations :

- de connaître la composition de la famille formant l'exploitation agricole : nombre de personnes, répartition hommes/femmes, actifs/inactifs.
- de connaître également la ventilation du temps entre les diverses activités quotidiennes, la part que chaque membre de la famille peut y consacrer.

Quelques études existent, soit très générales, telles que le R.G.A., soit très fines : elles sont alors très localisées, partielles et fragmentaires - ainsi, celle réalisée par les sociologues de l'ORSTOM dans le cadre de l'évaluation de l'Opération Café en 1982, - ou plus anciennes, telle celle de J.P. DOUMENGE sur la commune de CANALA.

La partie chiffrée de ce chapitre sera donc, comme pour le foncier, très limitée et certainement, en fonction de son imprécision, méritera d'être prise avec beaucoup de prudence.

Sans permettre de préciser le potentiel de travail disponible et donc les capacités de culture de tel ou tel type d'exploitations agricoles, cela permet cependant de fixer les idées et surtout, on le verra, de porter l'attention sur la faible capacité de travail du petit agriculteur.

4.1. La taille de l'exploitation.

Une exploitation rapide des données du R.G.A., réalisée pour la côte Est, de POINDIMIE à CANALA, donc en pleine zone caféicole, permet d'évaluer la taille moyenne de la famille à 5 personnes.

Comme pour les surfaces, il doit exister, là aussi, d'importantes différences d'une famille à l'autre, en particulier en fonction de l'âge du chef de famille et de sa position dans la structure sociale... Ainsi, 10 % des exploitations comprendraient 10 personnes ou plus, composées essentiellement d'un couple et de ses enfants.

Quelle peut être l'incidence également des adoptions, coutume largement généralisée, si l'on s'en tient seulement à ce que l'on a observé au cours des quelques entretiens de terrain que l'on a pu avoir?

Avec, 5 personnes en moyenne, l'exploitation agricole comprend généralement un couple et 3 enfants.

Tous ne sont pas pour autant disponibles pour des activités agricoles.

Dans 30 % des cas en moyenne, le chef de famille est salarié, et ce taux doit s'élever encore plus dans les communes minières. Dans ces cas-là, l'homme n'est disponible que les week-ends.

Dans ces cas-là également, mais sur un autre plan, vu l'énorme disproportion entre un salaire et les revenus en provenance de la production agricole, quelles peuvent être les motivations à développer l'exploitation agricole ?

Les enfants, en âge d'être actifs ou de participer à certains travaux agricoles, cueillette en particulier, (+ de 12 ans), sont pratiquement tous scolarisés. Ils ne peuvent qu'apporter un "coup de main" occasionnel les week-ends et les congés scolaires.

Certains jeunes gens, présents et vus dans les tribus lors des visites réalisées durant la mission, ont arrêté l'école, soit pour la plupart à l'issue du CM2, soit au delà.

Ils ne semblent pas pour autant présenter un réservoir de main-d'oeuvre : Mal insérés dans leur propre milieu, pas attirés par les activités agricoles de leurs parents, et dans certains cas, aux dires des parents, affichant même un réel mépris pour ces travaux.

Moderniser l'activité agricole, en faire une réelle profession, permettrait peut-être de les y intéresser.

Enfin, toujours à partir du R.G.A., il apparaît que près de 20 % des hommes et plus de 30 % des femmes ont dépassé 60 ans.

Si on revient aux actifs agricoles, des études de M. DOUMENGE effectuées en 1972 sur la commune de CANALA, il ressort que la population réellement productive est des plus réduites : 22 % de la population mélanésienne vivant en tribu se consacrent à une activité agricole,

Sur cette part, 25 % représentent des femmes présentant un statut de chefs d'exploitation, en l'absence de leur mari, salarié.

Enfin, même si, comme on vient de le voir au chapitre précédent, la surface de l'exploitation est réduite, le nombre de personnes ayant, par exploitation, une activité principale de production est faible. Ainsi, plus de 60 % des exploitations ne présentent qu'un actif permanent, 30 % en ont 2 et seulement moins de 10 % en ont 3.

L'exploitation agricole semble souffrir d'un grave manque de bras, Il n'est pas certain que l'importante croissance démographique de l'ethnie mélanésienne ait permis, depuis les 10 ou 15 dernières années, d'améliorer sensiblement la situation.

4.2. La répartition des activités.

Si on ne prend pas en compte les heures qui sont, durant la journée (du lever au coucher) consacrées au repos ni les jours de repos eux-mêmes, la part de l'activité consacrée aux travaux agricoles est elle-même très faible.

D'après KOHLER et PILLON, cette part serait seulement d'un peu plus de 36 %. (suivi d'un échantillon de 28 personnes durant une année). Répartie régulièrement, cela correspondrait à un peu moins de 3 heures par journées de 8 heures.

Le reste de l'activité est affecté par ordre décroissant aux travaux domestiques et à l'entretien de la maison (28 %), puis aux activités sociales (23 %), enfin aux loisirs (5 %); la part de l'inactivité due à la maladie s'élève à 8 %.

Toujours d'après les mêmes auteurs, la part du travail agricole consacrée au café n'excéderait pas le 1/4 des activités de production, le reste étant apporté aux vivriers.

La répartition des travaux agricoles, mois par mois et par secteur de production, se distribuerait ainsi :

(en %)	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
igname	6	2	3	2	1	3	19	9	11	26	7	11
autres vivriers	4	9	11	14	16	20	9	5	3	5	4	0
café	4	8	6	6	3	2	4	26	26	6	3	6

Les travaux sur les ignames s'étalent toute l'année, ils présentent cependant une importance significative de juillet à décembre. plus des 2/3 des travaux sont ainsi regroupés de juillet à octobre. Août et septembre sont relativement moins chargés.

Les travaux sur les autres vivriers sont réellement significatifs de février à juillet, avec là encore plus des 2/3 groupés de mars à juillet. Il n'y a cependant pas de concurrence avec l'igname qui prend le relais en juillet.

Enfin, la culture du café présente un pic important en août et septembre, période de pointe de la récolte. Comme pour l'igname près des 2/3 du travail se retrouve de juillet à octobre. Même si la pointe de août et septembre correspond à un fléchissement des travaux sur l'igname, il y a là une concurrence certaine entre ces deux productions.

La récolte du café, selon la quantité de travail qu'elle exigera en fonction de la surface des plantations, souffrira, à l'évidence, de la concurrence de l'igname, prioritaire en raison de sa place dans le contexte social.

On notera (DOUMENGE) que, les années sèches, lorsque l'arrivée tardive des pluies entraîne un retard dans le démarrage des travaux sur les vivriers et sur l'igname en particulier, la récolte du café peut se poursuivre et s'achever sans contrainte.

Par ailleurs, toujours dans le contexte social mélanésien, l'échange de travail ou la prestation selon différentes formes sont très répandus. Il est ainsi aisé et cela s'observe fréquemment, pour un planteur qui ne peut absorber une pointe de travail, de faire appel au concours d'un actif agricole d'une autre exploitation.

Si un agriculteur ne possède pas de café ou seulement une surface très réduite, il lui est facile de participer à la récolte chez un autre producteur. En général, cela se fait très facilement dans le clan, cela s'observe aussi entre clans différents, fréquemment alors dans le clan de l'épouse, voire même d'une tribu à l'autre.

Cela peut recouvrir des formes différentes, allant du simple échange réciproque de travail à la prestation ponctuelle rémunérée ou même au contrat global sur l'ensemble d'une plantation de café.

Dans le cas d'une prestation ponctuelle, on a relevé plusieurs fois le prix de 200 f. par touque de cerises fraîches, soit un peu moins de 90 F. par équivalent de café marchand ou encore près de 40 % du prix d'un kilo de café marchand.

Dans le cas d'un contrat global, il semble que tout le fruit de la récolte, sur une plantation ainsi "confiée", aille au travailleur, bénéficiaire du contrat.

A différentes reprises, on a pu noter l'existence de groupes de jeunes louant collectivement leurs services, ce qui leur permettait d'obtenir une rémunération, même auprès de parents assez proches, alors que chacun d'entre eux n'en aurait certainement pas obtenue s'il était intervenu seul.

Enfin, on a observé une fois qu'un jeune promoteur de l'Opération Café, disposant de 25 ares de café soleil, avait été pris comme J.S.D. (commune de HOUAILOU) et avait donc dû placer sa jeune parcelle "sous contrat" !

B. LE CAFE DANS LES ACTIVITES AGRICOLES

1. LES CULTURES VIVRIERES

Les espèces cultivées en milieu mélanésien sont les mêmes depuis des décennies, aussi peut-on parler de cultures traditionnelles, assorties de techniques de culture elles aussi traditionnelles.

Ce sont, en écrasante majorité, des tubercules et racines. Est-ce par simple goût que cette sélection s'est établie ou en raison de la plasticité de ces espèces vis-à-vis du risque climatique ?

La culture de la banane est elle aussi représentée, ainsi que, mais à une échelle bien moindre, la canne à sucre. Enfin, le maïs souvent cultivé, mais en faible quantité et en général associé, est la seule céréale présente.

L'ensemble des surfaces cultivées en vivriers ne représente que de très faibles superficies. En général, ces cultures se répartissent (on l'a déjà signalé) sur plusieurs champs, chacun ne dépassant guère quelques centaines de m².

D'après DOUMENGE, toujours sur la commune de CANALA, l'occupation des terres, en 1972, aurait été la suivante :

	S.A.U.	caféier	S.A.U. vivriers	surf. annuelles en vivriers
totale (ha)	1.257	732	525	255
ha/expl.	1,9	1,1	0,8	0,39

Il ressort de ces données que la durée de la jachère était déjà très réduite à cette époque. Moins de deux ans pour la plupart des cultures.

Toujours d'après DOUMENGE, les surfaces plantées annuellement en vivriers sont fonction de la force de travail disponible et le plus souvent se limitent à ce que peut cultiver un actif, en se basant, bien sûr sur la période de travaux la plus contraignante. Cette période, on l'a vu, se situerait au mois d'octobre.

Les vieilles caféeries, ne demandent du travail que lors de la récolte, de mai à août pour l'Arabica (de l'ordre de 20 % des surfaces, toujours pour CANALA) et de juillet à octobre pour le Robusta.

Il semble aussi que la surface disponible, dans un système de cultures itinérantes et compte tenu des chiffres présentés ci-dessus, limite elle aussi, autant que la force de travail, les surfaces cultivées en vivriers.

La culture de l'igname est la base de tout le système vivrier, plus en raison de sa signification sociale, qu'en raison des habitudes de consommation. La consommation familiale fait d'ailleurs de plus en plus appel à des aliments importés, riz, conserves...

Il y a deux types d'ignames :

- l'igname destiné à la coutume, avec des variétés transmises de père en fils, cultivées en général sur billon en croissant aux flancs des collines. l'emplacement de ces billons, recouvrant de profondes fosses ou puits, reste immuable, revenant régulièrement sur lui-même.
- l'igname simple, cultivé habituellement à plat ou sur planche, destiné à la consommation et à la vente en cas de surplus. L'amélioration des techniques de culture de ces ignames-là peut rencontrer l'assentiment du chef d'exploitation, il ne semble pas en être de même des ignames de coutume.

Il existe également deux types de taros :

- Le taro de montagne, culture pluviale réalisée sur terrain de coteaux ou non humide. En général planté sans grande préparation du terrain, incluant fréquemment d'autres cultures.
- Le taro d'eau, culture nécessitant un terrain très humide. Il trouve sa place près des rivières, souvent en terrain inondable. C'est ce type de taro qui était anciennement cultivée sur les anciennes tarodières irriguées aux flancs de certaines montagnes.

La patate douce est cultivée à plat ou sur planche, aussi bien sur pente que dans les vallées. Le manioc, cultivé à plat, est fréquemment consommé très jeune, 6 à 8 mois, ou alors il peut être maintenu longtemps, au delà même de 18 mois, et servir de réserves.

On trouve également plusieurs types de banane, dont les plus répandus sont la banane de bouche, dite "ordinaire" et la banane à cuire, de type Poingo, mais qui semblerait mieux adaptée à la partie Nord de la côte Est.

Enfin, en présence de cocotiers, l'amande de la noix de coco est largement consommée, pressée par exemple dans les plats.

Dans certaines exploitations, on peut trouver également un potager de légumes de type européen, de taille très réduite et à proximité même de l'habitation.

Certains excédents de production peuvent être commercialisés, surtout dans les exploitations qui ne bénéficieraient pas de ressources salariales ou ne posséderaient que de très faibles surfaces en café. La vente de vivriers, liée au passage de colporteurs, prend une certaine importance près des centres urbains.

L'ensemble de ces cultures vivrières représentent l'essentiel des activités de production de l'agriculteur mélanésien et constituent un véritable système de production, avec ses "règles" précises.

2. LES CULTURES FRUITIERES.

Cultivées aussi bien pour la consommation que pour la vente, elles ont pu prendre une certaine ampleur et faire l'objet de véritables vergers, mandariniers et orangers à CANALA par exemple, mais aujourd'hui en grande partie disparus suite à des problèmes de marché et phytosanitaires.

Ce fut aussi le cas des litchis, en particulier sur HOUAILLOU, mais actuellement, les débouchés (exportation) ayant disparu, cette production n'est que très partiellement commercialisée. On notera qu'un agriculteur de la tribu de Bangou, près de la Tontouta, récolte quelques 200 kg de litchis par arbre vendus intégralement à 300 F. minimum du kg.

Enfin, beaucoup d'exploitations possèdent quelques arbres fruitiers, limités à quelques unités et en majorité des agrumes, dont la production, rarement de qualité en raison de l'absence de protection sanitaire, est le plus souvent en quasi totalité autoconsommée.

Il n'a pas été possible, dans ce secteur-là, de trouver des informations chiffrées.

3. LE CAFE

3.1. les vieilles caféeries.

En surface, ce secteur reste encore le plus important. On doit pouvoir évaluer les surfaces encore existantes à un peu moins de 3.000 ha.

Ces surfaces ont été, en petite exploitation, pour l'essentiel d'origine mélanésienne, plantées à partir des années 1930. Certaines vieilles plantations d'origine européenne ont pu, lors de l'attribution d'anciens domaines à des tribus, faire l'objet d'une redistribution ou sont "gérées" collectivement.

Une part, souvent importante sur la côte Ouest, évaluée à 20 %, pour la commune de CANALA, se trouve plantée en Arabica.

Ces anciennes caféeries ne font pas réellement l'objet d'exploitation. Le plus souvent, si la récolte s'annonce bonne, en raison essentiellement des conditions climatiques, elles font l'objet d'un nettoyage pour en permettre la récolte. Sinon elles ne font l'objet que d'une récolte très partielle.

Cependant, bien qu'avec une production très cyclique, elles assurent encore le fond de la production caféière sur le Territoire.

Une partie d'entre elles, vraisemblablement impossible à évaluer sans enquête précise, fait néanmoins l'objet d'entretiens assez régulièrement : écimage, nettoyage, voire même dans certains cas, et on a pu en voir lors de la mission, de rajeunissement. Il s'agissait, en l'occurrence, de sélection de jeunes plants issus de graines tombées au sol en remplacement des arbres âgés.

IL ne semble pas y avoir d'action sur l'ombrage, ce type d'intervention serait de toute évidence difficile maintenant en raison de l'ampleur prise par les arbres d'ombrage, érythrinae essentiellement, dont l'élagage a été abandonné depuis de nombreuses années, lors du boom minier.

Ces vieilles caféeries, pour l'essentiel, n'ont qu'un rendement très faible, évalué entre 150 et 400 kg de café marchand à l'hectare et "gèlent", sans grande productivité, la majorité des meilleures terres de la S.A.U. en réserve.

Cependant, on peut penser que les vieilles caféeries plantées en Arabica conservent un intérêt au niveau du Territoire car elles représentent aujourd'hui quasiment la seule source d'Arabica, propre à conserver ou redonner au café calédonien l'image de qualité qu'il a eue dans le passé.

Tout en représentant une partie non négligeable des activités de l'exploitation agricole, cette spéculation semble avoir une place à part dans le système d'exploitation agricole, ne s'intégrant pas dans le système vivrier..

Évaluée à environ un hectare en moyenne par exploitation, la surface en caféerie apporte donc un revenu annuel compris entre 30 et 90.000 F. Or c'est encore souvent, pour ceux qui n'ont pas encore de "café soleil", la seule source de revenu.

La main d'oeuvre nécessaire à la récolte peut aller de 10 à 25 jours par ha, auxquels on peut ajouter une quinzaine de jours pour le nettoyage

Ainsi, pour une surface de 1 ha et une production, en café marchand, de 400 kg/ha, la vieille caféerie occuperait, durant les mois de récolte, près de 50 % de l'activité d'un actif. Enfin, toujours avec 400 kg/ha, ce type de caféier rémunérerait la journée de travail entre 2.000 et 2.500 F.

On y reviendra plus loin à propos du café soleil, mais notons tout de suite que cette production de café de vieilles caféeries, commercialisable sans aucune limite et à prix garanti, doit représenter très certainement une référence pour la valorisation de la journée de travail.

Aussi conviendra-t-il que toute commercialisation d'autres productions de l'exploitation ou toute spéculation à introduire nouvellement soient à même d'apporter une valorisation de la journée de travail supérieure ou au moins équivalente.

Enfin, on notera que, sur l'ensemble de ces surfaces en caféeries, seule une partie, qu'il n'est pas possible d'évaluer dans le cadre de la mission, bénéficie du traitement antiscolyte. Une autre partie n'est pas traitée, en raison de problèmes d'accès, et enfin une troisième partie ne reçoit qu'un seul passage d'insecticide ce qui ne permet pas de couper le cycle du parasite.

3.2. Le café soleil.

3.2.1. Sa place actuelle

Les surfaces actuellement en production et celles, non encore entrées en production mais entretenues sont les suivantes, à fin janvier 89 :

	nbre de parcelles	surface (ha)
Arabica	37	9,88
Catimor	49	12,37
Robusta	1218	362,96
-----	-----	-----
TOTAL	1304	385,21

La plus grande partie des planteurs possède 25 ares de café soleil. Une très faible partie en possède 50 (2 parcelles) et quelques uns 75 ares ou plus.

Un calcul approché permet de penser qu'à l'heure actuelle l'opération café soleil touche 45 à 50 % des exploitations pour les trois communes de POINDIMIE, PONERIHOUEN et HOUAILLOU, qui sont les trois premières communes par ordre d'importance en surfaces plantées.

3.2.2. Quel avenir pour cette culture ?

Quelle place, le café, en culture intensive en particulier, est-il capable de prendre dans les petites exploitations agricoles ?

Quelle sera la contrainte, disponibilité en travail ou en terre ?

La contrainte travail se situe essentiellement au niveau de la récolte. Elle représente la capacité à récolter sur un mois le 1/3 de la production totale (2/3 de la production arrivent en effet à maturité sur deux mois, pour 4 mois de récolte environ)

Sur la base d'un rendement interannuel moyen de 1.200 kg/ha, qui pourrait constituer un objectif d'ensemble à moyen terme pour l'Opération Café, il importe de récolter 100 kg/mois par parcelle de 25 ares, correspondant à une quantité de travail de l'ordre de 5 jours (8 touques par jour, soit 20 kg de café marchand)

En admettant qu'en période de pointe de travail, un actif familial accroît sensiblement son taux d'activité de production et que cela lui permette d'atteindre un équivalent de 15 à 20 journées dans le mois, il semble possible d'évaluer la surface potentielle en café soleil entre 0,75 ha et 1 ha par exploitation comprenant un seul actif. Dans le cas de 2 actifs, la surface cultivée pourrait atteindre 2 ha; on saturerait alors, toujours en moyenne, la totalité des terres disponibles.

62

La contrainte travail apparaît ainsi à égalité de niveau avec la contrainte disponibilité en terres, aussi le revenu annuel moyen, au prix actuel du café, que peut espérer retirer une exploitation moyenne de son activité café, restera dans la fourchette de 250 à 500.000 F. selon qu'il y aura 1 ou 2 actifs.

Tous les écarts, en plus ou en moins, sont bien sûr possibles, surtout lorsque l'on sait quelle diversité peut présenter le milieu rural.

Retenons cependant pour fixer les idées et pour le moment que le café :

- se présente comme la seule culture susceptible d'engendrer un véritable revenu monétaire et cela à un niveau tout à fait significatif,
- que la limite de cette culture, sauf changement profond de moyens de travail ou de statut foncier, est assez vite atteinte.

Il conviendrait d'étudier également avec attention les modalités que pourrait prendre la réhabilitation des vieilles caféeries, qui actuellement "gèlent" les meilleurs sols, en particulier conditions de replantation pour celles en Robusta, de rénovation pour l'Arabica.

~~Il conviendrait de se pencher également avec attention sur les modalités que pourrait prendre la rénovation des vieilles caféeries, en particulier celles plantées en Robusta, qui on l'a déjà souligné, recouvrent les meilleurs sols.~~

3.2.3. Quelques observations de terrain.

Toutes les visites de terrain, entretiens avec les promoteurs, ont été réalisées, avec un agent de terrain café et sur les plantations de café elles-mêmes.

Il en résulte bien évidemment un certain nombre d'observations, Plus nombreuses sont celles qui relèvent des difficultés rencontrées que celles qui se rapportent à des aspects positifs.

Cependant bien que les différents points soulignés ci-dessous aient bien été observés, il faut en souligné la relativité et peut être l'aspect occasionnel. Néanmoins, cela existe, il importe de s'en préoccuper.

Il ne faut pas bien sûr y voir un jugement, la seule raison et l'intérêt de telles observations sont de faire en sorte que ces difficultés disparaissent et, à cet effet, on présentera quelques propositions dans le chapitre suivant.

a) Les difficultés rencontrées

- Au plan agro-technique :

- Le principal problème est bien évidemment le sarclage des jeunes plantations, souvent réalisé très très tardivement.
- La mise en place de cultures vivrières en intercalaire du café est extrêmement rare. Observée une fois à SARRAMEA, avec du taro bourbon, sur initiative personnelle du promoteur, lui-même agent café !
- Le problème du choix du terrain est capital. Il engage en effet le promoteur sur plusieurs années. Or un nombre important de parcelles se trouvent installées sur des sols peu favorables, voire inaptes.

De plus, dans ces cas-là, le personnel n'a pas la compétence suffisante, ni l'information nécessaire pour apporter, que le café soit encore à mettre en place ou déjà installé, les quelques corrections possibles.

Un cas flagrant à été observé dans le clan KAICHOU à CANALA. Ainsi une plantation plus précoce, dès le mois de mars, et une trouaison un peu plus conséquente que la norme, avec de plus quelques coups de barre à mine dans le fond du trou, auraient certainement entraîné des conditions d'installation du café bien meilleures.

- Beaucoup de parcelles, en café soleil, ne reçoivent pas les traitements contre le scolyte.
- Les conditions actuelles de distribution de l'engrais, normalisées pour le jeune âge ou décalées par rapport aux besoins en phase de production, ne permettent pas de tenir compte des exigences réelles de la culture.
- De nombreuses observations d'érosion ont été relevées. Bien sûr les conditions de pluviométrie étaient assez exceptionnelles...

Ainsi, sur pente même modérée, on peut observer de nombreuses rigoles entre les rangs de caféiers, souvent d'ailleurs installés dans le sens de la pente, et parfois même de grosses ravines lorsqu'un fossé périphérique avait été réalisé, mais n'avait pas tenu !

- Fréquents problèmes d'inondation des parcelles, importance de phénomènes d'hydromorphie prolongée.
- Au niveau du recépage, pas de vivriers intercalaires et recépage par moitié des parcelles de même âge. Réalisé sur un rythme quinquennal, le recépage pourrait être mis en oeuvre progressivement sur le cinquième de la plantation et ainsi apparaître comme une façon culturale annuelle d'entretien. La taille plus réduite de la sole recépée permettrait également d'y installer plus facilement des vivriers.

- Au plan de la récolte et de la commercialisation

- Les difficultés à sécher le café, en vue d'une vente en parche, ont plusieurs fois été évoquées par les promoteurs. Séchage sur terre battue ou aire cimentée le plus souvent, difficile à conduire en raison des pluies fréquentes et également long, trop long, car en général étalé sur trois semaines.
- l'étalement de la récolte, sur 4 mois, est revenu souvent dans les préoccupations des planteurs, surtout pour la fin de cette période qui, on le sait doit subir la concurrence de l'igname. Un tel étalement, en obligeant les unités de transformation à fonctionner, pour une part importante de la campagne, largement en dessous de leur capacité, entraîne certainement de très mauvaises conditions de rentabilité.
- Plusieurs promoteurs ont évoqué leur difficulté, face au choix de plusieurs filières de vente de leur café, à connaître les conditions finales de leur rémunération, surtout pour la vente en coque.
- Une part importante des frais de collecte élevés ne vient-elle pas pour partie de l'absence de regroupement du produit le jour de passage de l'acheteur ?
- On a noté également que pour une zone de collecte donnée, le ramassage des cerises fraîches se faisait une fois par semaine (2 dans dans certaines situations exceptionnelles).

Ceci conduit le planteur à ne consacrer que deux jours par semaine à la cueillette de son café et limite donc sa capacité à cultiver une surface importante de café. Ou alors doit-il faire appel à des prestations de l'extérieur.

- Au plan de la démarche

- La connaissance des promoteurs est importante. Il ne semble pas en effet y avoir toujours concordance entre le promoteur qui s'inscrit et le destinataire final de la parcelle de café, ni même avec celui ou celle qui assurera effectivement les travaux. Qui former dans de telles situations ?
- Beaucoup de demandes de conseils techniques portant sur d'autres cultures ont pu être relevées, auxquelles le promoteur aurait souhaité trouver des réponses auprès de l'agent café, celui-ci étant actuellement le seul agent technique présent sur le terrain auprès des petits agriculteurs.
- Il importe également, au risque de se répéter, de resouligner ici l'absence quasi générale d'utilisation des informations existantes sur la connaissance du milieu, l'absence de souci ou de capacité à planifier, aussi bien à l'échelle de l'exploitation, de la tribu que de la petite région.

Ainsi, on a pu observer l'absence de prise en compte des anciens billons d'igname, toujours présents, après défrichement, sous les vieilles caféeries de la propriété Soury-Lavergne dans la basse vallée de la TIWAKA.

De tels billons constituent pourtant un admirable travail d'aménagement foncier visant à obtenir un ressuyage plus rapide des sols après les pluies et les crues de la rivière.

- N'est-il pas regrettable après une dizaine d'années d'intervention de l'Opération Café, assorties de distribution d'importantes subventions ou primes, de constater que le promoteur se trouve le plus souvent maintenant pas mieux équipé qu'il ne l'était au départ.

Ainsi, à quelques exceptions près, il se retrouve avec ses seuls outils traditionnels que sont la barre à mine, le sabre d'abattis et la houe... aucun début de mécanisation !

Or, on a vu l'importance de la contrainte force de travail au niveau des petites exploitations, sans parler de la pénibilité et du manque d'attrait, en particulier pour les jeunes, appelés à prendre le relais, du travail de la terre avec de tels outils rudimentaires !

Au titre des exceptions, on a relevé, dans le clan KAÏCHOU, l'achat d'un motoculteur à crédit par 4 promoteurs qui utilisent ainsi la prime d'entretien pour régler les échéances.

- Au plan organisationnel et formation.

- Si le personnel de terrain présente effectivement le niveau de formation suffisant pour posséder correctement les différents thèmes techniques promus par l'Opération Café, cela s'arrête là.

Les agents de terrain de l'Opération Café ont-ils la capacité d'établir un diagnostic agronomique du café. Pourtant, en de nombreuses situations, cela peut apparaître tout à fait nécessaire pour assurer l'adaptation du thème technique aux différentes situations spécifiques rencontrées.

A TOUHO, on a par contre pu observer, non pas une simple adaptation du thème technique mais quasiment une véritable expérimentation chez 12 paysan.

Intéressante à beaucoup d'égards, il eut cependant été souhaitable, outre certaines précautions pour ne pas faire prendre trop de risques au cultivateur, de se donner les moyens d'évaluer à sa juste mesure l'impact des dispositions prises sur une possible "remise en forme" de la plantation.

- Il ne semble pas exister, au niveau des zones d'intervention placées sous responsabilité d'un agent de terrain, de documents, - fiches, notes ou rapports - qui, tenus régulièrement, permettraient de mieux suivre l'activité quotidienne, de capitaliser l'information de terrain acquise au fil des jours, puis, et on pourrait dire surtout, de transmettre l'information à un successeur en cas de départ ou de mutation.

Actuellement, cette somme de connaissances reste dans la tête de chaque agent de terrain !

La seule information recueillie actuellement l'est soit à des fins de statistique, soit pour permettre l'attribution des primes. Aussi, remonte-t-elle directement au siège de l'Opération pour y être traitée, sans être directement utilisable au niveau du terrain.

b) Les facteurs positifs ou prometteurs

- Un certain nombre de jeunes plantations, important en certaines zones, ont donné des résultats tout à fait à la hauteur des objectifs, avec pour certaines années des pointes de production inattendues en milieu paysan et en vraie grandeur. Plus de 4 T/ha de café marchand.

Même si c'est le fait de quelques agriculteurs particulièrement soigneux et motivés, installés sur des sols de qualité, ceci apporte la preuve aussi bien de la qualité du paquet technique que de son adaptation aux agriculteurs.

- Ces résultats, obtenus par des paysans, sont connus des autres et l'on a en effet pu percevoir chez certains d'entre eux une espèce de confiance aussi bien envers ce "nouveau café" qu'envers l'ensemble du personnel de l'Opération Café.
- L'absence, quasi générale, observée maintenant d'abandon de parcelle atteste bien de cette évolution.
- Pour certains des facteurs de difficultés évoqués plus haut, on a pu observer simultanément, et on l'a évoqué, que ponctuellement on pouvait rencontrer des planteurs pour "nous faire mentir".
- C'est bien une réalité qui laisse certainement augurer d'une réelle volonté du paysan mélanésien de sortir de son isolement, d'entrer et de jouer un rôle dans la vie économique. Il semble que pour beaucoup cette voie passe d'abord par le café intensif.
- De nombreux comportements observés montrent également une volonté de tout mettre en oeuvre en misant également sur d'autres activités de production.

Ceci ne devrait pas manquer d'interpeller l'Opération Café.

C. QUELQUES PROPOSITIONS...

1. AU PLAN AGRO-TECHNIQUE

1.1. Désherbage

Le nettoyage des mauvaises herbes, ou adventices, représente une des contraintes majeures lors des années de mise en place d'une plantation de café : années 1 à 3 pour le Robusta, période qui peut se poursuivre aussi dans la phase de production pour l'Arabica, ou pour des plantations mal installées dont les parties aériennes ne se referment pas ou mal, permettant en laissant passer la lumière le développement des mauvaises herbes.

La technique de desherbage la plus répandue actuellement est soit la fauche avec le sabre qui implique, surtout en période humide ou très humide, des passages répétés et fréquents soit le sarclo-binage avec une houe, qui en déterrants les herbes présente un effet plus durable.

Ces deux méthodes sont longues et pénibles, de l'ordre de plusieurs journées à l'hectare. Elles sont d'autant plus longues et pénibles que la végétation à contrôler aura pris de l'ampleur. Avec de telles méthodes, il conviendrait d'intervenir souvent, avant même que les mauvaises se soient développées. exigence difficile à faire comprendre à un agriculteur traditionnel.

Le sarclo-binage présente l'inconvénient de laisser un sol nu, sensible à l'érosion. Il devrait être réservé, recommandé même à l'entretien du rond ou assiette située à l'aplomb de chaque plant.

Pour pallier ces difficultés, trois propositions :

- Le désherbage chimique :

Cette méthode est techniquement au point, utilisation de Gramoxone ou de Glyphosate (7); cependant elle mérite d'être affinée en milieu contrôlé quant à l'intérêt et les modalités de combinaison de plusieurs matières actives.

Elle procure un gain de temps important, tout en ne supprimant pas certaines interventions manuelles : assiettes des caféiers, suppression des refus.

Elle est cependant d'un emploi délicat et mériterait d'être recommandée aux agriculteurs présentant déjà un bon niveau technique. Elle ne peut protéger contre l'érosion et ne permet pas de réaliser de paillage, aussi devrait-elle être réservée aux terrains plats ou de bonne tenue.

- La petite motorisation :

L'objectif est de supprimer la concurrence par fauchage des adventices. Là aussi divers types de petites machines peuvent être utilisées. Barre de coupe sur motoculteur, micro-motofaucheuse, débroussailleuse (à fil ou disque), tondeuse également.

Certaines mises au point restent à faire, en particulier sur le choix du matériel en fonction de ses performances, de sa robustesse, de son coût..., sur le choix du bon équipement en fonction des activités actuelles et futures de l'exploitation agricole concernée. Certains types de machines peuvent en effet être polyvalentes et utilisés pour améliorer la productivité du travail sur d'autres cultures.

Cette technique n'évite pas, au moins au début, de faire les ronds à la main. La possibilité de pailler progressivement, et les ronds et les interlignes, doit diminuer progressivement le nombre et la durée des interventions. En raison du paillage possible cette technique serait à recommander sur sols en pente pour le contrôle de l'érosion, sur zones à pluviométrie peut-être limite en certaine période et sur sols à faible réserve en eau.

Il semble là aussi nécessaire de faire quelques tests bien suivis avant de pouvoir généraliser une technique ou un équipement.

Ces deux techniques nécessitent l'équipement du planteur, la maintenance et la mise en place d'intrants spécifiques, désherbant, carburant, etc... ainsi qu'une formation adaptée.

Ces équipements peuvent trouver d'autres utilisations dans l'exploitation agricole si celle-ci entre globalement dans une phase de modernisation. Une "faucheuse" peut par exemple permettre le ramassage de matière verte propre à constituer du compost dont la nécessité ou l'intérêt peut apparaître pour stabiliser les cultures annuelles, en limitant le recours aux engrais chimiques pour maintenir le niveau de fertilité. On peut aussi avoir là un outil pour la récolte du riz, pour la récolte de fourrage pour un élevage en stabulation, etc...

Les cultures vivrières intercallales :

La complantation de cultures vivrières dans le café, si elle peut également représenter une solution au problème de l'entretien dans le jeune âge, présente des avantages multiples : effets bénéfiques sur le démarrage et la croissance du caféier, création de revenus et de valeur ajoutée pendant une période improductive du café et meilleure valorisation de l'espace.

Cette ensemble de techniques est actuellement disponible (CIRAD IRCC/IRAT), cependant la poursuite de travaux de recherche est indispensable pour mettre au point les conditions de leur adaptation aux différentes conditions édaphiques et socio-économiques et, peut-être, les rendre encore plus performantes.

Cependant, en raison de la surface en café, souvent d'au moins 25 ares par exploitation, le vivrier, limité par les besoins ou les capacités de travail du promoteur de café, ne pourra occuper qu'une partie de la nouvelle plantation et devra être combiné à l'une des autres techniques pour le reste de la surface.

Dans une optique de modernisation globale de l'exploitation agricole, cette dernière voie est particulièrement importante si cette modernisation doit aussi passer par l'intensification des techniques de production des vivriers.

S'il s'est souvent en effet révélé difficile, voire impossible, dans beaucoup d'autres pays, de modifier les pratiques culturelles de cultures traditionnelles lorsque celles-ci se trouvaient dans leur contexte traditionnel, le fait de les transposer dans un autre cadre, surtout si ce cadre est déjà lui-même intensifié, rendait beaucoup plus facile tout passage d'innovations.

C'est bien ici l'opportunité qu'offre la culture du café !

Si l'on s'est quelque peu attardé sur la présentation de trois alternatives possibles pour l'entretien des jeunes caféiers c'est pour bien mettre en évidence combien un simple choix technique peut être décisif selon que l'on maintient une approche sectorielle ou que l'on vise un développement global, selon aussi que l'on poursuit à court terme un objectif de production ou à moyen ou long terme un véritable objectif de développement et d'amélioration globale des conditions de vie en milieu rural.

Ainsi, pour l'Opération Café, mais plus encore pour l'ADRAF, il y a là un choix important à faire selon la dimension qu'elles entendent donner à leur mission de "développement".

Il peut ainsi apparaître capital, dans une optique de développement global de la petite agriculture d'apporter les soins les plus attentifs à l'introduction ou à la diffusion de la culture moderne du café, car il est tout à fait évident qu'elle représente :

- une "porte d'entrée" pour la modernisation de l'ensemble des pratiques agricoles de la petite exploitation traditionnelle,

- un support de formation pour le passage à un mode de culture moderne et intensif :

. par elle même d'abord qui concentre de nombreux facteurs d'intensification : matériel végétal sélectionné, conduite de la plante et taille, fumure, protection sanitaire, soins à la récolte, dans certains cas post-récolte...

. par le support qu'elle offre à l'amélioration des vivriers...

. par l'opportunité qu'elle apporte, en raison de son insertion dans les circuits économiques, d'aborder avec le planteur quelques notions élémentaires d'économie et de gestion

- une spéculation de référence enfin, en particulier pour l'établissement d'un niveau de référence de la valorisation de la journée de travail. Une telle notion, sans se traduire forcément par la fixation d'un niveau de prix, est parfaitement ressentie par le producteur en termes de comparaison qui lui feront choisir avec beaucoup de sûreté la production qui, compte tenu des quantités de travail exigées et de sa pénibilité offrira la meilleure valorisation.

Aussi, sur un tout autre plan, la fixation du prix d'achat du kilo de café ne sera-t-elle pas sans conséquence sur les futurs niveaux de prix des autres productions agricoles, vivrières ou fruitières dès que celles-ci seront assurées d'un débouché garanti comme c'est actuellement le cas pour le café.

AU PLAN AGRO-TECHNIQUE (suite)

1.2. Choix du terrain

Vérifier la qualité des sols des terrains proposés par le futur promoteur, utiliser à cet effet les connaissances disponibles, cartes pédologiques et morpho-pédologiques de l'ORSTOM en particulier. Ne pas hésiter à refuser les sols inaptes ou à contraintes trop fortes. Conseiller le promoteur sur d'autres utilisations possibles.

1.3. Déstandardisation du "paquet technique"

Importance de moduler le paquet technique en fonction des conditions édaphiques et des caractéristiques spécifiques aux promoteurs. A titre d'exemple, citons seulement l'adaptation du niveau de fumure aux besoins effectifs des plantations en fonction de leur développement et de leur niveau de productivité.

1.4. Aménagement foncier

- Protection contre l'érosion

Dès qu'il y a pente ou même risque de submersion avec courant, il importe de mettre en place des dispositifs anti-érosifs ou d'intégrer le café lui-même dans un dispositif anti-érosif par recours à l'agroforesterie. Cette précaution sera encore plus indispensable lorsque des vivriers seront réalisés durant la phase de jeune âge.

La mise en place du café sur sols de pente pourrait fort bien se concevoir en bandes alternées horizontales intercalant, café, cultures fruitières et éventuellement lignes antiérosives.

S'il n'y a pas de vivriers intercallaires, nécessité de conserver une couverture végétale dans les interlignes et intérêt du paillage.

- Assainissement

De nombreuses parcelles, sur sols à tendance hydromorphe, justifieraient d'un drainage. Réalisation d'un fossé principal complété si nécessaire de drains secondaires, garnis dans leur fond de bourre de noix de coco. De tels drains pourraient certainement être réalisés avec de petits motoculteurs équipés d'une chaîne à godets, utilisés pour enterrer de petites canalisations d'irrigation.

Prise en compte des anciens aménagements fonciers quand ils existent : billons d'igname, banquettes de tarodières.

- Protection contre les vents

Bien sûr, depuis 2 ans, les dégâts dus aux coups de vent cycloniques sont à l'avant-scène des préoccupations.

Peut-être faut-il profiter de cette sensibilisation pour encourager la mise en place de haies brise-vents, utiles également, à proximité de la mer, pour protéger les caféiers des brulures dues aux embruns. Il peut être intéressant d'utiliser dans certains cas des arbres fruitiers ?

1.5. Protection phytosanitaire

Relance des traitements anti-scolytes, gages de qualité du café. Intérêt de confier la réalisation de ces traitements au planteur lui-même en l'équipant d'un pulvérisateur ou à des planteurs regroupés, équipés d'un atomiseur.

L'éventualité de susciter l'émergence de petits entrepreneurs locaux (jeunes), intervenant à façon à l'échelle d'une ou de plusieurs tribus par exemple, peut difficilement s'envisager avec l'emploi d'atomiseurs, dangereux en utilisation fréquente. Possibilité d'utiliser des appareils type "Swingfog", à tester préalablement.

La même démarche est valable pour les traitements contre les fourmis-feus, encore qu'une lutte anti-scolyte régulière devrait-être à même de diminuer les populations de fourmis.

1.6. Techniques de défrichement

L'abandon du défrichement mécanique, en raison bien évidemment de son coût, peut cependant entraîner certaines conséquences néfastes telles que des risques de pourridié en sol humide ou des difficultés à introduire une petite mécanisation dans les exploitations où le café peut occuper une surface importante.

Peut-être serait-il intéressant d'introduire des techniques non seulement moins coûteuses mais qui, de plus, respectent les sols, que ce soit les treuils à main, du type "Monkey", ou les extirpateurs d'arbres montés sur l'attelage 3 points des tracteurs de type "Extraliner" ou "Hydrastumper".

Ce mode de défrichement, qui est largement utilisé ou a été utilisé par ailleurs, ne nécessiterait qu'une expérimentation d'adaptation. Il présente, en outre, l'intérêt, en raison de son coût plus réduit et de sa souplesse de mise en oeuvre, de pouvoir être utilisé pour d'autres spéculations que le café.

1.7. Mise en place d'un ombrage

A propos des cultures vivrières intercallaires, on a déjà souligné, sous réserve que certaines dispositions d'installation soient respectées, l'intérêt d'un ombrage dans le jeune âge.

Il semble également important de recommander l'installation d'un ombrage permanent léger. Une telle technique permet "d'amortir" les conséquences d'entretiens ou de fumure insuffisants et de régulariser la production en réduisant le phénomène d'alternance qui prend de l'importance si la plantation n'est pas correctement conduite.

Et puis, n'est-il pas plus facile pour un bon planteur, d'enlever son ombrage, en 3ème ou 4ème^{année}, si celui-ci se révélait sans objet, qu'à un mauvais planteur de rattrapper une situation compromise par l'installation d'un ombrage après quelques années de production ?

Il reste cependant à continuer un travail de mise au point expérimentale pour mieux maîtriser le choix des essences utilisables et leurs modalités d'installation en fonction des diverses situations de sols et de climat.

1.8. Séchage

Il peut être intéressant ou nécessaire pour le planteur de sécher une partie (début et queue de production) ou totalité de sa récolte (meilleure valorisation ?). L'emploi de bâche en polyéthylène noir, disposée sur claie ou même sur le sol apporte gain de temps et qualité.

Le café est étendu en couche mince sur la bâche qui accumule la chaleur en raison de sa teinte. de plus, elle permet de rapidement abriter le café en cas de pluie intempestive ainsi que de le mettre la nuit à l'abri de reprises d'humidité, en ramenant le café au centre et en rabattant les quatre coins par dessus le tas de café.

Le film plastique permettant de constituer une telle bâche est fabriqué à NOUMEA, par les établissements SOFAPLAST par exemple. Pour une épaisseur du film de 125 microns, il se présente en gaine de 90 cm de large, au prix de détail de 100 F./m.

Après ouverture de la gaine, on obtient une largeur de 180 cm qui nécessiterait d'assembler deux largeurs. Ainsi une bâche de plus de 10 m², mesurant 3 m par 3,50, ne reviendrait qu'à 600 F. et certainement beaucoup moins pour des achats en gros.

Il reste cependant à vérifier et à expérimenter la tenue aux ultra-violets du film fabriqué localement. Cette résistance nécessitant, à la mise en oeuvre du film, l'incorporation d'un adjuvant spécial.

On rappellera simplement, sans y revenir, tout l'intérêt déjà présenté, de favoriser l'introduction d'une petite motorisation adaptée ou polyvalente ainsi que celle des cultures vivrières intercalaires.

2. AU PLAN ORGANISATIONNEL

2.1. Organisation de la commercialisation

Serait-il possible, pour répondre aux soucis de certains producteurs d'étudier les modalités de fixation, par campagne, d'un prix d'achat plancher garanti selon les différents modes possibles de mise en marché du café : Vente en cerises fraîches, vente en cerises séchées ou enfin vente en café décortiqué ?

Si la relance de la production de café passe par une augmentation du prix d'achat du café au producteur, ne serait-il pas possible et souhaitable de lier un réajustement du prix à un effort demandé au producteur :

- Cette augmentation pourrait prendre la forme d'une prime au rendement. Ainsi, pour une surface donnée, une prime serait accordée à tout planteur qui vendrait une quantité de café supérieure à celle correspondant à un certain niveau de rendement fixé en début de campagne. Cette prime s'appliquerait bien sûr à l'ensemble de sa production et pas uniquement à la partie de la production dépassant le niveau fixé.

Cette formule, présentée par M. DATHIEUX du G.I.E. d'EMMA, a déjà été appliquée sur une très grande échelle pour l'achat des régimes de palmier en milieu villageois intensif en COTE d'IVOIRE..

- Une autre formule d'augmentation possible serait de la lier à une prime de regroupement. Ainsi, le café acheté sur des lieux de regroupement, choisis par l'Opération Café, ou les acheteurs bénéficierait du versement d'une prime, le café pris chez le producteur conservant le niveau de prix actuel.

Une telle formule aurait au moins deux avantages : diminuer à terme les coûts de ramassage et, par des passages plus fréquents sur les lieux de regroupement, permettre à certains planteurs un étalement de leur récolte sur plusieurs jours par semaine.

2.2. Organisation de l'Opération Café

Dans l'optique de l'élargissement des missions de l'Opération Café à la prise en compte d'autres demandes paysannes, ne conviendrait-il pas très vite de rechercher des structures capables de la relayer auprès des planteurs pour la mise en place des divers intrants nécessaires à toute modernisation ?

Pour une partie de la Côte Est, une telle complémentarité ne pourrait-elle pas être recherchée avec le GAPCE sur son aire d'intervention ? En accroissant les activités et le chiffre d'affaires du GAPCE, ne serait-ce pas là non plus une manière opérationnelle de lui permettre de mieux équilibrer ses comptes en diminuant relativement la part de ses activités "café", qui tant que la production restera faible ne peuvent atteindre le seuil de rentabilité ?

Au niveau de l'organisation interne de l'Opération Café, on notera la nécessité de demander au personnel de terrain de tenir des rapports ou une sorte de petit journal propre à constituer une "mémoire" utile pour la transmission des informations à d'éventuels successeurs. Ce type de document devrait également permettre aux agents de terrain, aidés en cela par les chefs de secteurs d'analyser leur information pour en tirer des choix de stratégie propre à la spécificité de leur zone.

Il est tout à fait important, pour que tout travail de collecte d'informations se pérennise, que de telles informations soient effectivement utilisées.

Ceci est tout aussi valable pour l'agent de terrain vis-à-vis de ses supérieurs que pour le paysan lui-même, fréquemment intéressé par des conseils plus adaptés à sa situation, voire une aide dans ses choix, en retour de l'information qu'il aura bien voulu fournir.

3. AU PLAN DE LA DEMARCHE

3.1. Elargir le champ d'action

Aussi bien,

- pour mieux répondre à un véritable objectif de développement et dépasser un simple objectif d'accroissement de la seule production de café,

- pour répondre à un ensemble de demandes qui commencent à émerger au niveau de certains producteurs,

- pour améliorer la rentabilité de tout le réseau des personnels de terrain et même de l'ensemble de la structure de l'Opération Café,

Il semble tout à fait opportun de profiter du démarrage de la troisième phase, dont les objectifs de réalisation sont somme toute assez modestes, pour prendre progressivement le virage d'une approche plus globale du développement.

Ces trois prochaines années pourraient être consacrées à la mise au point, avec l'aide de la recherche, des méthodes d'approche applicables dans ce nouveau contexte et à apporter à l'ensemble du personnel toute la formation complémentaire nécessaire.

3.2. Des actions basées sur une meilleure connaissance du milieu

Une telle approche nécessite, on l'a déjà souligné, une bonne connaissance des producteurs et de leur environnement.

Une telle connaissance, même limitée à des éléments structurels, devrait permettre de dégager une première base de données sur les surfaces des exploitations, leur force de travail, leurs activités et établir une première esquisse de typologie, importante pour fixer les futurs thèmes d'actions de développement et les modalités de leur mise en oeuvre.

Sans lancer une étude lourde et coûteuse, une bonne base de connaissances sur le milieu socio-économique auquel l'Opération Café a à faire, pourrait être obtenue en se consacrant durant les 3 prochaines à l'élaboration et à l'exploitation d'un fichier des producteurs.

Avec plus de 1.200 promoteurs aujourd'hui, plus de 1.500 en 1991, il y a là matière à dégager un bon niveau de connaissance des agriculteurs.

Le CIRAD-DSA est en mesure, après formation d'un cadre informaticien à son utilisation, de mettre à disposition de l'Opération Café un logiciel, élaboré dans ses services, spécifique du traitement et de l'analyse de ce type de données (8).

Outre la mise à disposition de ce Logiciel Informatique des Systèmes Agraires (LISA), le DSA est encore en mesure d'informer les agents de l'Opération Café, qui seraient chargés d'une telle étude, sur les méthodologies adaptées.

Des études, pas forcément lourdes, mais cependant beaucoup plus fines, pourraient être confiées à la recherche pour dégager en particulier les stratégies et les dynamiques du milieu, à partir des caractéristiques de son évolution et de l'impact de cette évolution sur les structures traditionnelles.

3.3 Une démarche planifiée

Un dernier point enfin, à titre de rappel lui aussi, sur la valorisation des informations existantes. Ces informations relèvent aussi bien de la connaissance du milieu naturel (ORSTOM essentiellement) que de l'utilisation des résultats de la recherche.

L'emploi de toute l'information disponible est indispensable pour une approche plus globale du développement, mais aussi et surtout pour mettre en oeuvre une démarche planifiée et ceci aussi bien au niveau des exploitations elles-mêmes que de leur environnement : terroir de la tribu par exemple, zone homogène telle que petite vallée, ensemble d'une commune peut-être ?

Un tel effort de planification est également important pour obtenir une valorisation aussi bonne que possible des ressources ou potentialités des zones d'intervention de l'Opération Café.

Un tel effort de planification est encore particulièrement important sur un Territoire aussi étroit économiquement si, comme ce sera le cas, à travers un développement plus global, les efforts engagés débouchent sur un accroissement de nombreuses productions dont certaines à consommation strictement intérieure.

3.4. La place des jeunes, le crédit

Il n'a y pas, assurément, de recette miracle pour intégrer les jeunes dans le développement agricole.

Tous les programmes spécifiques mis en place à cet effet dans divers pays, à quelques exceptions près, souvent d'ailleurs d'ordre individuel, sont toujours à la recherche de résultats.

"Retenir" les jeunes à la terre, nécessite tout un ensemble de changements, une évolution globale de l'environnement rural jusqu'à ce que la situation en zone rurale et des ruraux présente suffisamment d'attraits et d'intérêts.

On ne parlera pas ici des facettes culturelles, sportives, etc... que devrait offrir le milieu rural. Dans les domaines qui concernent l'agriculture, on peut affirmer qu'il importe, entre autres de rendre les productions agricoles et d'élevage plus rémunératrices, de rendre moins pénibles, plus attrayants, plus performants les travaux agricoles, de faciliter, enfin mais c'est peut-être l'essentiel, l'accès à la propriété et à l'autonomie, à la fois par l'évolution de certaines règles de la structure sociale, également par la mise en place de modalités de crédit adaptées et suffisamment souples.

On ne reviendra pas sur le crédit, essentiel, par contre on portera l'accent sur la formation.

4. AU PLAN DE LA FORMATION

4.1. Les agents de terrain

On a souligné, pour le café, la bonne maîtrise en général du paquet technique par l'agent de terrain. Il importe cependant de renforcer son niveau en l'amenant à mieux connaître les raisons sur lesquelles s'appuient les différents choix techniques, toutes notions indispensables pour assurer les adaptations, souvent même minimes, mais nécessaires du paquet technique.

Il importe, pour une prise en charge globale du développement, d'élargir la formation technique de l'agent de terrain par une connaissance des autres productions et des modalités de leur modernisation. La recherche peut, à cet effet, apporter son concours à l'Opération Café.

Enfin, un point capital, c'est de donner à l'agent de terrain une capacité d'établir un diagnostic agronomique, même simple, pour, à son niveau et directement sur le terrain, lui permettre d'apporter au paysan le conseil spécifique permettant à ce dernier de porter remède à certaines difficultés qu'il peut rencontrer, quelqu'en soit le domaine.

On soulignera également la nécessité pour l'agent de terrain d'être capable d'émettre des diagnostics à différents niveaux, niveau parcelle, on vient de le voir, niveau exploitation impliquant déjà des notions de base de gestion et de choix, niveau petits espaces également...

Pour tout ce qui concerne cette aptitude au diagnostic, la formation, nous semble-t-il, ne peut s'acquérir que sur le terrain. Le CIRAD, par l'intervention d'une équipe de son Département Systèmes Agraires, est à même de "supporter" une telle formation sur un ou plusieurs "terrains" expérimentaux qui pourraient être montés dans le cadre d'un appui Recherche-Développement de ce Département.

La formation devrait également porter, mais pour l'ensemble de la structure de l'Opération Café, sur la "gestion" de l'information, collecte, circulation, utilisation, etc...

4.2. L'agriculteur

Le rôle de l'Opération Café est important, car son personnel, par sa présence sur le terrain, par son contact avec les agriculteurs, est à même d'assurer, en grande partie la formation des paysans.

Il importe pour cela d'avoir les supports nécessaires; il faut, à cette occasion, souligner que la mise en forme, pédagogique et graphique, d'une fiche, d'un message technique, est un véritable métier, affaire de spécialistes. La CPS dispose semble-t-il d'une telle équipe.

Il ne faut pas sous-estimer, voire mésestimer, la capacité et l'intérêt d'un agriculteur à "comprendre". Comprendre est certainement la base essentielle d'un savoir solide. Comprendre signifie qu'il faut expliquer et ce devrait être là une des priorités de l'encadrement.

Au même titre, il est tout à fait intéressant de constater, dans d'autres pays, la capacité, l'intérêt et même la fierté de certains paysans "choisis" pour supporter certaines enquêtes ou expérimentations.

Enfin, la formation du paysan ne doit pas laisser de côté les aspects gestion. Tout agriculteur dont l'activité l'insère dans les circuits économiques se trouve confronté à des choix dont certains peuvent l'engager sur de longues périodes ou nécessiter des fonds importants.

Il a besoin de références et de critères pour guider de telles décisions, il a besoin de savoir utiliser l'information présentée par ces critères. Ces notions de gestion sont simples mais indispensables.

Sans être spécifique, la formation des jeunes devrait avoir une place spéciale. Toute opportunité, et par exemple le regroupement de certains de ceux-ci dans des groupes de travail, devrait être saisie comme occasion de formation.

On peut penser, par exemple, par l'utilisation de petits équipements motorisés pour les traitements insecticides, à une information/formation sur la maladie, le parasite, leur forme, leur évolution, leur impact, etc...

On ne terminera pas ce point sur la formation sans évoquer le rôle que peuvent jouer certaines institutions.

Rôle de l'association de la NEPIA. bien sûr, pour la formation des jeunes, leur sensibilisation à la prise de responsabilités dans l'émergence de structures socio-professionnelles, rôle aussi pour l'encadrement du développement qui pourrait ponctuellement être associé à la formation réalisée sur la NEPIA.

Il en est de même d'autres institutions existantes, telle le collège DO NEVA, près de HOUALLOU.

Les structures chargées du développement devraient s'appuyer sur de telles institutions, voire leur fournir les moyens d'assurer une partie de leur besoins de formation.

Il importe également qu'elles coordonnent leurs activités. Ainsi, l'Opération Café et plus encore l'ADRAF pourraient-elles prendre, sur le terrain, le relais des formateurs pour l'appui aux projets de développement des jeunes issus de ces institutions

5. AU PLAN DE LA RECHERCHE.

On ne fera qu'évoquer les différents points pour lesquels une recherche justifie d'être poursuivie, renforcée ou amorcée. On pourra se reporter, pour une présentation plus détaillée de ce volet, au rapport de mission CIRAD de M. VIRICELLE, réalisée dans le même temps.

- En agro-technie, essentiellement adaptation aux conditions locales, édaphiques et socio-économiques :

. du mélange clonal, en particulier, place du clone HB sur sol drainé, non humide ou pour la côte Ouest,

. du mélange clonal à une réduction du temps de récolte,

. de la fumure aux conditions de sols et aux besoins réels des caféiers dans le contexte de la plantation

. des modalités d'ombrage

Ce type de recherche, très appliquée, nécessite de s'appuyer sur un réseau de points d'essais multi-locaux.

- Méthodes et moyens de lutte anti-scolyte et anti-fourmis, produits, appareils, modes de traitement pour intervention à la parcelle.

- Poursuite des travaux sur le CATIMOR

- Eventuellement programme Arabica, selon priorité : sélection, amélioration génétique peut-être, à partir des caféiers Arabica indemnes de rouille, repérés et observés sur le Territoire. La portée d'un tel programme dépasserait le niveau du Territoire.

- Stabilisation des cultures vivrières, gestion de la fertilité.

- Poursuite de l'amélioration des techniques culturales sur vivriers.

- Agroforesterie.

- ...

On peut voir, dans ces axes de recherche, une recherche à deux vitesses. D'un côté, des activités très appliquées, à mener en liaison avec le développement et peut-être financées par celui-ci, d'un autre côté, des activités à long terme impliquant un mode de financement qui ne concerne pas le développement.

On ne saurait terminer ces propositions sans rester prudent. Ce ne sont là que des propositions, identifiées au cours d'un séjour, malgré tout bien court, et qui s'appuient en grande partie sur des références tirées d'expériences dans d'autres pays

Il importe donc de les prendre comme un "guide" et peut-être parfois de les reconfronter au contexte du Territoire.

Bien que l'on en ait déjà parlé, on ne pourra manquer de faire remarquer pour terminer que la période retenue pour la réalisation de la mission d'évaluation de la filière café ne saurait donner une idée tout à fait juste de la situation de cette filière.

Rappelons, en effet, que très certainement pour de simples raisons climatiques, la production de café n'a cessé de chuter depuis l'année 1985. En effet, à PENERIHOUEN, sur station et avec les mêmes traitements annuels, la production, pour une base 100 en 1985, a été de 60 en 1986, de moins de 30 en 1987 et certainement encore de cet ordre là en 1988, si la parcelle suivie n'avait alors fait l'objet d'un recépage.

NOTES

- (1) - On qualifie de "café soleil" les nouvelles plantations conduites sans ombrage et selon un ensemble de techniques modernes et intensives, en particulier usage de la fumure minérale pour assurer un haut niveau de production
- (2) - La notion d'exploitation agricole utilisée ici n'est pas forcément applicable, on le verra, à la situation observée et souvent il serait plus prudent de parler d'activités agricoles familiales, avec pour la famille des implications très variables au sein du clan.
- (3) - Un agriculteur volontaire pour planter du café soleil est qualifié de "promoteur" par l'Opération Café
- (4) - Chef du Programme "Zones Forestières" au sein du Département des Systèmes Agraires du CIRAD, l'auteur effectue, dans le même temps, une mission de longue durée pour le compte de la Direction Générale du CIRAD dont l'objet est, là encore à partir d'un diagnostic rapide de la situation du développement agricole, de rechercher, conjointement avec les divers partenaires :
 - les modalités de valorisation des nombreux résultats acquis par les Départements du CIRAD présents (ou non) sur le Territoire,
 - les dispositions opérationnelles pour assurer une programmation des travaux de recherche aussi proche que possible des besoins des utilisateurs,
 - la nécessité, pour répondre aux besoins exprimés, de renforcer certains Départements présents sur le Territoire et de faire appel à d'autres Départements.
- (5) - Impact de l'Opération Café en milieu mélanésien (2 tomes) 1982-83. MM. KOHLER et PILLON, sociologues ORSTOM.
 - Développement et enjeux sociaux en Nouvelle Calédonie : L'Opération Café. 1987. M. PILLON Patrick, sociologue ORSTOM
 - L'économie domestique en transition - trois essais - 1987. PILLON

(6) - La possibilité de commercialiser des vivriers est très directement liée à la proximité d'un centre urbain et/ou au passage possible des colporteurs, donc à la présence de route ou de voies d'accès. Cette opportunité est donc rare dans la chaîne et dans les parties hautes des vallées.

On peut observer un certain nombre de colporteurs mélanésiens, parfois d'anciens responsables de groupements, pouvant utiliser un véhicule acquis à l'origine dans le cadre du groupement.

(7) - Une recette, à vérifier, permettrait de diminuer la dose de glyphosate, en maintenant l'efficacité.

- 50 cc de glyphosate (à 36%) pour 10 litres d'eau, soit le quart de la dose normale, auxquels on ajoute 100 g d'urée.

(8) - Le logiciel LISA peut être cédé gracieusement par le Département Systèmes Agraires du CIRAD, avec l'accord des partenaires de différentes Universités qui ont collaboré à sa réalisation.

Il est cependant demandé que le futur utilisateur reçoive la formation ou le complément de formation nécessaire à sa bonne utilisation. Stage modulaire de 1 à 3 semaines, selon le niveau du futur utilisateur.